

RAPPORTS FINANCIERS



2^e CONGRES MONDIAL DE LA CSI

VANCOUVER, DU 21 AU 25 JUIN 2010

MAINTENANT LE PEUPLE – DE LA CRISE À LA JUSTICE MONDIALE



ITUC CSI IGB

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

2^e CONGRÈS MONDIAL

RAPPORTS FINANCIERS

pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

RAPPORTS FINANCIERS 2007 - 2009

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	5
Chapitre 1: Aperçu général 2007 – 2009	7
Chapitre 2: Compte des revenus et des dépenses.....	11
Chapitre 3: Fonds de solidarité	17
Chapitre 4: Fonds d'aide au développement	21
Chapitre 5: Rapports des auditeurs externes et Rapports des auditeurs internes	23
<i>Pour 2007</i>	<i>23</i>
<i>Pour 2007</i>	<i>29</i>
<i>Pour 2008</i>	<i>35</i>
<i>Pour 2008</i>	<i>41</i>
<i>Pour 2009</i>	<i>45</i>
<i>Pour 2009</i>	<i>51</i>

INTRODUCTION

Les rapports financiers correspondants aux années 2007 à 2009 couvrent les trois premières années de fonctionnement de la CSI. Le chapitre 1 offre un aperçu général de l'évolution de tous les fonds de la CSI, le chapitre 2 expose les revenus et les dépenses, le chapitre 3 le Fonds de solidarité et le chapitre 4 couvre les fonds d'aide au développement. Quant au chapitre 5, il reprend les rapports des auditeurs externes, les bilans financiers annuels ainsi que les rapports des auditeurs internes.

Ces années ont posé des défis significatifs pour la CSI, tant en termes de stabilité financière globale de la Confédération que de gestion financière. Bien que le résultat final soit satisfaisant - la CSI a commencé l'année du Congrès avec un budget équilibré, le Fonds général s'est soldé par un excédent d'environ 1,82 million d'euros et son Fonds de réserve est maintenu à un niveau équivalent à quatre mois de dépenses sur la base du budget actuel - il ne devrait pas masquer les sérieuses difficultés auxquelles a été confrontée cette première période de Congrès, et qui ne doivent pas toutes être considérées comme définitivement résolues. En effet, lors de sa réunion juste avant le Congrès, le Conseil général examinera plusieurs recommandations qui auront à l'avenir une importante incidence.

Il convient de rappeler que les circonstances financières initiales de la CSI étaient déterminées par les fonds dont elle avait hérité de la Confédération internationale des syndicats libres conformément à une décision prise par le Congrès de dissolution de cette organisation. La CSI a ensuite dû faire face à une situation dans laquelle les revenus budgétés provenant des cotisations d'affiliation stagnaient en termes nominaux en raison des diminutions du nombre de membres cotisants de certaines organisations alors que les coûts augmentaient, dans certains cas de manière significative. Le Conseil général a dès lors été contraint d'adopter un budget déficitaire pour 2009 et a chargé le secrétaire général de soumettre des propositions de réorganisation qui permettraient de présenter un budget équilibré pour 2010. La réorganisation a été approuvée par le Conseil général en octobre 2009, engendrant des économies qui ont permis d'enregistrer un excédent pour cette année et l'adoption d'un budget équilibré pour 2010. Il convient de noter que cette opération a impliqué le transfert de coûts significatifs – notamment des coûts du personnel – aux fonds externes mobilisés à travers la stratégie de coopération au développement de la CSI.

La situation concernant les cotisations d'affiliation a été suivie de près dans la mesure où le Conseil général a appliqué rigoureusement les dispositions statutaires pertinentes en cas de non-respect des obligations financières par les organisations affiliées. Ceci a impliqué le retrait de l'affiliation de six organisations durant les années considérées. Par conséquent, les niveaux des cotisations arriérées sont restés relativement bas dans la mesure où 2,45% du montant total était dû fin 2009. Toutefois, plusieurs questions continuent de faire l'objet d'un examen, notamment les différences entre le nombre de membres déclarés et de membres cotisants, la notification de changements du nombre de membres et les anomalies concernant le classement des organisations affiliées dans les différents groupes à travers desquels les cotisations sont calculées.

La crise financière a eu un impact considérable sur les investissements de la CSI et a révélé de graves lacunes dans leur gestion. Des pertes non réalisées de 1.421.237

euros ont été enregistrées en 2008, dont 229.107 euros ont été récupérés en 2009 en raison de l'évolution favorable du marché financier.

Dans ce contexte, le Conseil général, lors de sa réunion juste avant le Congrès, sera prié d'adopter les lignes directrices pour les investissements de la CSI, qui devraient garantir une gestion efficace des fonds de la CSI et une plus grande sécurité à l'avenir.

Dans le cadre du transfert de la CISL à la CSI, il a semblé évident que des fonds significatifs étaient maintenus dans des provisions pour couvrir des frais dus qui n'étaient plus réels. Ces provisions, qui s'élevaient à 655.329 euros, ont été annulées en 2008 et en 2009. Toutefois, d'autres provisions, s'élevant à 3.296.312 euros, sont toujours maintenues, correspondant aux coûts escomptés et conformes aux normes comptables habituelles.

Les rapports financiers révèlent une augmentation importante du solde du Fonds de solidarité en raison des coûts considérablement inférieurs à ceux que pouvaient couvrir le Fonds. Il est sans doute paradoxal mais certainement préjudiciable que, malgré l'adoption de règles pour le Fonds qui auraient dû servir à atteindre l'objectif établi de garantir une solidarité pratique, la CSI n'ait pas été en mesure de répondre au besoin indéniable d'un tel soutien en fournissant les ressources disponibles. Ceci s'est produit malgré les recommandations répétées du Conseil de gestion du Fonds, dont le Congrès pourrait se faire l'écho en appelant à une réévaluation urgente et fondamentale des opérations du Fonds.

Les Rapports financiers révèlent une augmentation très nette des recettes et des dépenses des fonds d'aide au développement. Cette augmentation, accueillie favorablement, résulte de l'accroissement considérable des activités menées par la CSI en matière de coopération au développement. Toutefois, étant donné que ces ressources sont mises à notre disposition par les organisations solidaires pour des actions spécifiques, elles n'ont pas d'impact matériel sur les circonstances financières de la CSI elle-même.

Enfin, les rapports des auditeurs tant externes qu'internes présentent le contenu et l'ampleur de leurs services et soutien à la CSI. Leurs recommandations ont, sans exception, été examinées attentivement par la direction et, dans de nombreux cas, l'ont aidée à améliorer sa performance en utilisant le mieux possible les ressources dont dispose la CSI.

En présentant ces rapports au Congrès, je souhaite exprimer mes remerciements aux auditeurs et au personnel de la CSI chargés des finances, qui ont travaillé dur, dans certains cas dans des circonstances particulièrement difficiles, pour préparer les informations qui y sont reprises et assurer une bonne situation financière de la CSI au Congrès.



Guy Ryder
Secrétaire général
Bruxelles, juin 2010

CHAPITRE 1

APERÇU GÉNÉRAL 2007 – 2009

Fonds

Le tableau ci-dessous présente un examen consolidé des postes de l'actif et du passif de la CSI pour la période considérée, du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009. Les chapitres 3 et 4 de ce rapport financier présentent un aperçu général du Fonds de solidarité et des fonds d'aide au développement respectivement. Les rapports annuels des vérificateurs externes des comptes avec leur certification des bilans de la CSI et les informations supplémentaires concernant les soldes et les mouvements de fonds sont présentés au chapitre 5, qui reprend également les rapports annuels établis par les auditeurs internes élus par le Congrès, présentés au Conseil général.

Tableau 1
Bilans 2007-2008-2009

	<i>Solde au 31 décembre 2007</i>	<i>Solde au 31 décembre 2008</i>	<i>Solde au 31 décembre 2009</i>
FONDS			
Fonds général	2.996,60	801.396,84	1.823.843,27
Fonds de réserve	3.705.000,00	3.705.000,00	3.705.000,00
Fonds de solidarité	2.943.687,66	3.304.707,40	4.109.909,11
Fonds du bâtiment		3.215.104,83	3.172.023,57
Autres fonds: Caisse de retraite du personnel	105.575,89	114.020,71	96.264,46
Autres fonds: CRPE	<u>48.859,88</u>	<u>238.223,02</u>	<u>222.985,46</u>
	<u>6.806.120,03</u>	<u>11.378.452,80</u>	<u>13.130.025,87</u>
UTILISATION DES FONDS			
ITUBI		3.215.104,83	3.172.023,57
Biens mobiliers		14.818,63	42.083,76
Biens mobiliers (dépréciation)		(2.963,73)	(12.544,60)
Actifs immobilisés: logiciels	10.332,46	26.464,29	43.268,07
Actifs immobilisés (dépréciation): logiciels	<u>(3.444,15)</u>	<u>(12.265,58)</u>	<u>(26.688,27)</u>
	6.888,31	3.241.158,44	3.218.142,53
Réalisable			
Investissements à court terme	8.710.496,99	14.028.898,51	9.215.148,87
Avoir en banque	264.412,72	801.453,56	6.638.153,80
Dépôts de garantie	3.497,40	3.497,40	3.497,40
Débiteurs	<u>866.225,21</u>	<u>1.423.311,27</u>	<u>1.243.832,34</u>
	9.844.632,32	16.257.160,74	17.100.632,41
Exigible			
Fonds d'aide au développement	181.657,67	1.190.130,88	438.631,30
Créditeurs	1.836.155,92	3.554.127,49	3.453.805,56
Provisions	<u>1.027.587,01</u>	<u>3.375.608,01</u>	<u>3.296.312,21</u>
	3.045.400,60	8.119.866,38	7.188.749,07
Exigible net	<u>6.799.231,72</u>	<u>8.137.294,36</u>	<u>9.911.883,34</u>
	<u>6.806.120,03</u>	<u>11.378.452,80</u>	<u>13.130.025,87</u>

Fonds général – Fonds cumulés

Ce fonds représente l'accumulation des excédents annuels, moins les déficits, du compte des revenus et dépenses du Fonds général. Les cotisations reçues après le 31 décembre de l'année pour laquelle elles sont dues sont également transférées directement à ce fonds. La destination du solde de ces fonds cumulés ou des allocations ad hoc de ces fonds est décidée par le Conseil général. Comme expliqué au chapitre 2 de ce rapport, le compte des revenus et dépenses au Fonds général pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009 s'est soldé par un surplus global de 730.597 EUR. Cette somme a été transférée au Fonds.

Le 31 décembre 2009, le Fonds général s'élevait à 1.823.843 EUR.

Fonds de réserve

Lors de l'établissement de la CSI, il a été décidé de maintenir une réserve spéciale pour imprévus à un niveau égal aux dépenses budgétées de quatre mois de la Confédération.

Au 31 décembre 2009, le Fonds de réserve s'élevait à 3.705.000 EUR.

Fonds du bâtiment

Un contrat de construction d'un nouveau bâtiment syndical a été signé en 1990. Depuis lors, la MSI possède six étages du bâtiment, qui sont actuellement loués à la CSI et à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui à leur tour sous-louent un certain nombre de bureaux à des organisations affiliées et à d'autres organisations syndicales. Dans ce contexte, un Fonds du bâtiment a été créé dans la nouvelle CSI à investir dans la MSI. 1.683 parts dans la MSI (sur un total de 10.000) ont été attribuées à la CSI.

Au 31 décembre 2009, le Fonds du bâtiment s'élevait à 3.172.024 EUR.

Fonds de solidarité

Le Fonds de solidarité (FS) reçoit des revenus de contributions volontaires. Le Conseil de gestion du FS décide annuellement de l'allocation de ces fonds qui sont enregistrés en tant que *FS - Général*. Plusieurs organisations affiliées affectent les contributions volontaires à des fins spécifiques et ces contributions sont dès lors enregistrées sous *FS - À affectations spéciales*. D'autres détails à ce propos figurent au chapitre 3 de ce rapport.

Autres fonds: Fonds de retraite du personnel

Le Fonds de retraite du personnel est constitué de primes (et de l'intérêt cumulé) mis de côté pour des représentants et des membres du personnel qui ont des contrats d'emploi externe, pour des prestations de pension. Au 31 décembre 2009, le Fonds de pension du personnel s'élevait à 96.264 EUR.

Autres Fonds: CSI-CRPE

Le Fonds CSI-CRPE comprend l'accumulation des excédents et des déficits annuels des comptes des revenus et des dépenses du CSI-CRPE. Au 31 décembre 2009, le Fonds CSI-CRPE s'élevait à 222.985 EUR.

Fonds d'aide au développement

Bien qu'il ne s'agisse pas de revenus de la CSI en tant que tels, des organisations donatrices et des fondations mettent des fonds à la disposition d'activités liées à des projets. Les bilans de la Confédération incluent ces opérations et les soldes en fin d'année figurent sous passif exigible. Le chapitre 4 montre les transactions de ces Fonds d'aide au développement de manière plus détaillée.

CHAPITRE 2

COMPTE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le tableau 2 ci-dessous donne un aperçu général des revenus et des dépenses pour la période considérée, du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009.

Tableau 2
Compte des revenus et des dépenses 2007-2009

	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<u>REVENUS</u>			
Cotisations reçues:			
Année en cours	10.457.958,33	10.555.560,21	10.848.377,22
Années précédentes	<u> </u>	<u>123.395,04</u>	<u>190.444,54</u>
	10.457.958,33	10.678.955,25	11.038.821,76
<u>Conseil des Global Unions</u>			
Conseil des Global Unions (CGU)		1.591,73	11.951,18
Revenus pour les bureaux	193.701,22	142.757,40	143.451,64
Revenus des investissements financiers		583.818,17	332.634,65
Autres revenus	<u>162.301,46</u>	<u>127.838,65</u>	<u>32.454,21</u>
	<u>10.813.961,01</u>	<u>11.534.961,20</u>	<u>11.559.313,44</u>
<u>DEPENSES</u>			
<u>Siège</u>			
2 ^e Congrès mondial de la CSI (provision)	250.000,00	250.000,00	250.000,00
Conférences, réunions, voyages et activités	548.440,96	522.747,51	744.005,89
Provisions annulées pour les réunions et conférences		-303.329,04	-122.000,00
Loyer et entretien des bureaux	1.102.947,68	1.104.611,98	1.184.748,58
Autres dépenses administratives	281.876,99	291.155,75	380.370,49
Traitements, charges sociales, etc.	5.049.367,61	5.147.943,33	5.385.117,05
Frais imprévus du personnel	89.762,93	134.245,87	109.799,03
Presse et publications	317.106,14	374.846,22	351.902,29
Bibliothèque, mobilier, équipement et dépréciation	48.894,73	47.063,62	44.595,10
Provisions annulées pour l'achat de mobilier et l'équipement			-210.000,00
Divers: dépenses imprévues	<u> </u>	<u> </u>	<u>-302.042,79</u>
	7.688.397,04	7.569.285,24	7.816.495,64
<u>Bureaux de la CSI</u>			
Bureau de Genève	578.070,39	515.242,49	421.462,91
Bureau auprès des NU, New York	150.356,27	158.210,98	206.822,57
Bureau CSI/FSI, Washington	127.577,51	129.070,41	159.132,07
Bureau Moscou pour les NEI	86.343,47	74.361,73	86.679,36
Bureau Amman	63.976,15	34.776,15	34.650,00
Bureau Hong Kong	72.020,76	20.000,00	12.500,00
Provisions annulées pour le Bureau à Hong Kong	<u> </u>	<u> </u>	<u>-20.000,00</u>
	1.078.344,55	931.661,76	901.246,91

<u>Organisations et structures régionales</u>			
Organisation régionale africaine	591.848,08	568.979,88	671.561,92
Organisation régionale pour l'Asie Pacifique	684.057,59	795.325,82	691.254,08
Organisation régionale pour les Amériques	399.040,41	511.817,92	414.668,46
Conseil régional paneuropéen (CRPE)	30.000,00	31.500,00	
Conseil des Global Unions (CGU)			41.640,00
	<u>1.704.946,08</u>	<u>1.907.623,62</u>	<u>1.819.124,46</u>
	10.471.687,67	10.408.570,62	10.536.867,01
Baisse de la valeur des investissements financiers			
	339.276,74	1.421.236,53	
	<u>10.810.964,41</u>	<u>11.829.807,15</u>	<u>10.536.867,01</u>
<u>TRANSFERTS au FONDS GÉNÉRAL</u>			
Revenu des années antérieures		123.395,04	190.444,54
(Déficit) Excédent de l'année	<u>2.996,60</u>	<u>(418.240,99)</u>	<u>832.001,89</u>
	<u>2.996,60</u>	<u>(294.845,95)</u>	<u>1.022.446,43</u>

Revenus: cotisations d'affiliation

Le taux des cotisations payables par les organisations affiliées à la CSI est fixé selon un système approuvé par le Conseil général. Le système tient compte du revenu national brut (RNB) du pays par habitant. Ce système autorise automatiquement le Secrétariat à déterminer le niveau de cotisation de chaque organisation affiliée.

Le système est composé de cinq groupes couvrant différents niveaux de RNB par habitant, comme suit:

Pays avec un RNB par habitant

Groupe 1	10.001 US\$ ou plus
Groupe 2	5.001 US\$ – 10.000
Groupe 3	3.001 US\$ – 5.000
Groupe 4	1.001 US\$ – 3.000
Groupe 5	1.000 US\$ ou moins

Pour la période considérée, les cotisations suivantes étaient payables annuellement par millier de membres (en euros):

Tableau 3
Cotisations d'affiliation annuelles par millier de membres

	<i>Année</i>	<i>Année</i>	<i>Année</i>
	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Groupe 1	182,20	185,85	191,45
Groupe 2	65,45	66,75	68,75
Groupe 3	23,50	24,00	24,75
Groupe 4	8,50	8,65	8,90
Groupe 5	3,00	3,05	3,15

Cela a représenté une augmentation de 2% par an pour 2007 et 2008, et de 3% pour 2009 (suivant la décision prise par le Congrès fondateur).

Au 31 décembre 2009, 312 organisations étaient affiliées à la CSI. Au cours de la période allant jusqu'au 31 décembre 2009, 20 nouvelles organisations affiliées ont

adhéré à la CSI, 7 ont fusionné et ont été acceptées en tant qu'organisations affiliées, et 6 ont retiré leur affiliation.

La classification des organisations affiliées dans l'échelle progressive des cotisations s'est établie comme suit:

*Nombre d'organisations affiliées
à la fin de 2009*

Groupe 1	69
Groupe 2	16
Groupe 3	47
Groupe 4	68
Groupe 5	<u>112</u>
	312

Les effectifs déclarés des organisations affiliées dans les différents groupes s'établissaient comme suit:

	<i>Année 2007</i>	<i>Année 2009</i>
Groupe 1	60.868.249	65.212.468
Groupe 2	3.222.521	3.760.230
Groupe 3	7.264.880	8.597.237
Groupe 4	53.143.744	57.198.461
Groupe 5	<u>40.585.605</u>	<u>41.920.995</u>
	165.084.999	176.689.391

Les effectifs cotisants des organisations affiliées se répartissaient comme suit:

	<i>Année 2007</i>	<i>Année 2009</i>
Groupe 1	55.063.196	54.501.481
Groupe 2	3.026.116	2.867.456
Groupe 3	6.377.062	6.521.389
Groupe 4	27.828.445	29.635.499
Groupe 5	<u>26.836.494</u>	<u>26.436.892</u>
	119.131.313	119.962.717

Les cotisations effectivement reçues au cours de l'année pour laquelle elles étaient dues figurent dans le tableau ci-dessous:

**Tableau 4
Total des cotisations reçues (euros)**

	<i>Année 2007</i>	<i>Année 2008</i>	<i>Année 2009</i>
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Groupe 1	9.921.106,55	9.981.966,59	10.258.172,74
Groupe 2	165.884,60	186.638,87	194.159,35
Groupe 3	122.089,42	117.797,55	94.189,97
Groupe 4	182.254,84	204.681,59	233.809,59
Groupe 5	<u>66.622,92</u>	<u>64.475,61</u>	<u>68.045,57</u>
	10.457.958,33	10.555.560,21	10.848.377,22

Ces données ne reflètent pas le paiement tardif des cotisations reçues au cours des années ultérieures.

Il convient, en outre, de noter qu'au 31 décembre 2009, les sommes suivantes restaient dues:

Arriérés pour l'année 2007:	17.522 euros
Arriérés pour l'année 2008:	34.643 euros
Arriérés pour l'année 2009:	230.754 euros

En exerçant le mandat que lui confèrent les Statuts, le Conseil général a conclu des accords avec plusieurs organisations affiliées confrontées à des conditions économiques et sociales ou politiques générales ne leur permettant pas de payer le taux plein des cotisations. Ces accords prévoient la dispense d'une partie ou de la totalité des cotisations dues.

Le rapport annuel des vérificateurs internes des comptes fournissent davantage de détails concernant les arriérés de paiement des cotisations (chapitre 5 de ce rapport). Fin 2009, la situation était la suivante:

Tableau 5
Défaut de paiement des cotisations par organisation

<i>Nombre d'organisations</i>	<i>Effectifs cotisants</i>	<i>%</i>	
235	108.528.755	75,32%	Pas d'arriérés
45	7.615.102	14,42%	1 trimestre de retard
20	3.005.910	6,41%	2 – 4 trim. de retard
<u>12</u>	<u>542.950</u>	<u>3,85%</u>	5 – 8 trim. de retard
312	119.692.717	100,00%	

Il convient de noter que les Statuts à l'article XXXII stipulent que: « Les organisations en retard de huit versements trimestriels ou plus sont considérées comme démissionnaires ».

Cotisations d'affiliation par région

Les tableaux suivants montrent les effectifs et les cotisations des différentes régions et sous-régions géographiques en 2007, par rapport à la situation à la fin de la période considérée (31 décembre 2009).

Tableau 6
Effectifs déclarés et cotisants et cotisations reçues par région

	<i>Effectifs déclarés à la fin de</i>	
	<i>2007</i>	<i>2009</i>
Afrique	12.547.351	13.879.633
Asie et Pacifique	28.557.300	32.247.534
Moyen-Orient	1.282.326	1.282.326
Europe centrale et orientale/NEI	50.072.107	47.956.013
Europe occidentale	41.881.467	46.204.253
Amérique du Nord	10.308.000	10.389.238
Amérique latine	20.214.450	24.510.096
Caraïbes	<u>221.998</u>	<u>220.298</u>
	165.084.999	176.689.391

	<i>Effectifs cotisants à la fin de</i>	
	<i>2007</i>	<i>2009</i>
Afrique	11.998.148	12.170.853
Asie et Pacifique	16.337.124	18.081.954
Moyen-Orient	1.284.000	1.284.000
Europe centrale et orientale/NEI	28.109.336	25.760.947
Europe occidentale	36.705.196	36.127.209
Amérique du Nord	10.308.000	10.353.985
Amérique latine	14.170.027	16.001.287
Caraïbes	<u>219.482</u>	<u>182.482</u>
	119.131.313	119.962.717

	<i>Cotisations reçues en</i>	
	<i>Année 2007</i>	<i>Année 2009</i>
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Afrique	79.723	97.127
Asie et Pacifique	1.546.894	1.652.061
Moyen-Orient	74.518	56.926
Europe centrale et orientale/NEI	269.166	281.576
Europe occidentale	6.493.024	6.670.788
Amérique du Nord	1.878.118	1.982.270
Amérique latine	111.235	102.503
Caraïbes	<u>5.280</u>	<u>5.126</u>
	10.457.958	10.848.377

Revenus des investissements financiers et autres revenus

Les autres revenus découlent principalement de l'investissement des réserves cumulées, d'autres revenus reçus pour les bureaux de la CSI et dans une moindre mesure de la vente des publications et de certains revenus divers.

CHAPITRE 3

FONDS DE SOLIDARITÉ

Le Fonds de solidarité (FS) tire ses revenus de contributions volontaires à utiliser conformément aux règles fixées par le Conseil général. Le Conseil de gestion du FS décide annuellement de l'allocation de ces fonds qui sont enregistrés sous *FS - Général*. Plusieurs organisations affiliées affectent des contributions volontaires à des fins spécifiques et ces contributions sont dès lors enregistrées comme *FS – À affectations spéciales*.

Les bilans de la Confédération (voir chapitre 5 de ce rapport) montrent les soldes en fin d'année et le total des revenus et dépenses du FS pour les années 2007, 2008 et 2009. Ces opérations sont résumées ci-dessous:

Tableau 7
Résumé du Fonds de solidarité

	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<u>Revenus (contributions)</u>			
Général	1.019.838,26	992.345,93	1.041.790,51
Affectations spéciales	<u>286.525,28</u>	<u>281.932,68</u>	<u>400.566,56</u>
	1.306.363,54	1.274.278,61	1.442.357,07
 <u>Dépenses</u>			
Général	(587.809,97)	(717.448,83)	(418.182,77)
Affectations spéciales	<u>(304.328,38)</u>	<u>(195.810,04)</u>	<u>(218.972,59)</u>
	(892.138,35)	(913.258,87)	(637.155,36)
 Revenus nets /(dépenses)	414.225,19	361.019,74	805.201,71
 Solde début d'exercice	2.529.462,47	2.943.687,66	3.304.707,40
 Solde fin d'exercice	<u>2.943.687,66</u>	<u>3.304.707,40</u>	<u>4.109.909,11</u>

Au cours de la période considérée, le solde du Fonds a augmenté de 1.580.447 EUR, passant de 2.529.462 EUR au 1^{er} janvier 2007 à 4.109.909 EUR au 31 décembre 2009.

Durant toutes les années considérées, le FS s'est soldé par un excédent des revenus sur les dépenses.

Le tableau 8 ci-dessous donne un aperçu général des contributions au Fonds de solidarité – Général:

Tableau 8
Fonds de solidarité – contributions générales

Pays et organisation	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR
Allemagne, DGB	375.140,20	375.140,20	384.540,20
Autriche, ÖGB	60.000,00	60.000,00	60.000,00
Belgique, ACV-CSC			50.000,00
Bermudes, BIU			1.426,30
Canada, CLC		9.145,54	12.331,98
Canada, CSN	3.561,00	3.060,54	3.193,06
Chypre, SEK		1.000,00	
Danemark, LO	34.705,35	34.845,65	35.000,00
Dominique, DTU	150,00		
Espagne, CC.OO		9.152,62	
Espagne, USO	6.000,00	8.000,00	
Finlande, SAK	18.000,00	18.000,00	18.000,00
France, CFDT		10.000,00	15.000,00
France, CGT			13.700,00
Guatemala, CGTG		71,94	68,00
Japon, JTUC-RENGO	161.693,28	147.869,86	183.540,54
Luxembourg, CGTL	2.500,00	2.500,00	2.500,00
Nigeria, NLC			2.760,37
Norvège, LO	62.158,13	54.469,79	57.284,27
Pays-Bas, FNV	79.000,00	80.300,00	83.000,00
Pologne, NSZZ Solidarnosc	705,22	775,19	721,71
Roumanie, ALFA Cartel		1.000,00	
Russie, FNPR	2.000,00	2.000,00	
Sainte-Lucie, NWU			100,00
Sri Lanka, NWC		200,00	
Suède, LO	167.218,84	137.720,89	87.684,26
Suède, TCO	43.261,48	37.093,71	27.301,27
Tunisie, UGTT	3.744,76		3.608,55
Robert Bensen			30,00
	1.019.838,26	992.345,93	1.041.790,51

Plusieurs organisations affiliées ont affecté leurs contributions au FS à des fins spécifiques. Les revenus à affectations spéciales comprennent non seulement ces contributions mais également les revenus d'appel spéciaux lancés par la CSI conformément à des décisions répondant à des besoins spécifiques. Les Fédérations syndicales internationales répondent également en faisant des contributions à affectations spéciales au FS.

Le relevé sommaire du FS - Fonds à affectations spéciales pour la période considérée figure au tableau 9 ci-dessous:

Tableau 9
FS - Contributions à affectations spéciales

Pays et organisation	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR
ACILS		5.465,88	
ACTU		11.824,00	
Ago Autonome Gew		100,00	
Allemagne, FES	3.331,51		
Autriche, ÖGB			3.813,59
Barbade, BWU			324,00
Belgique, ACV-CSC		15.000,00	
Belgique, CGSLB			20.000,00
Belgique, FGFB	20.125,00	5.000,00	20.000,00
Birmanie, FTUB			500,00
Canada, CLC	1.969,83	16.211,03	12.226,41
Canada, CSN		3.334,54	
Canada, CUPE			6.698,43
Canada, PSA			2.984,61
Chypre, SEK		500,00	2.000,00
Corée, FKTU			782,35
CSI, contribution du FS		10.000,00	
CSI-AP			3.546,60
Danemark, LO	5.087,02	27.000,00	5.299,28
Danemark, LO FTF		10.117,00	
Danemark, Nordisk			
Samarbejdskomite			13.410,40
Espagne, CC.OO.	4.000,00	8.000,00	19.000,00
Espagne, UGT		5.000,00	
Espagne, USO	2.000,00		
États-Unis, AFL-CIO		7.501,88	
Finlande, AKAVA		1.000,00	
Finlande, AUTO-JA		1.000,00	
Finlande, JULKISTEN, JA		2.000,00	
Finlande, SAK		7.000,00	3.000,00
Finlande, STTK	3.000,00	1.000,00	
France, CFDT	10.000,00	7.000,00	12.000,00
France, CGT	1.000,00	2.500,00	500,00
Grande-Bretagne, TUC	7.320,64	13.735,98	22.092,00
Hongrie, LIGA			500,00
IBB	2.000,00	2.000,00	6.283,41
IE			22.306,88
Irlande, ICTU	173.450,48		149.900,00
ISP			15.000,00
Italie, CISL	3.954,83	2.510,76	
ITCISO			1.000,00
ITF, Londres	2.734,11	2.809,50	
Japon, JTUC-RENGO	11.177,34	10.453,70	18.442,78
Jukisten ja Hyvinvointialojen liitto			2.000,00
Lettonie, HEALTH		1.000,00	
Lettonie, LIZDA		7.030,00	
Liechtenstein, LANV			100,00
Lituanie, JURININK		320,74	
Luxembourg, CGTL			1.000,00
Luxembourg, LCGB			1.000,00

Norvège, LO	3.688,96	12.550,00	
Norvège, UNIO			5.569,54
Nouvelle-Zélande, NZCT		245,90	
OIT, Hongrie			735,41
OIT, Liban	7.329,77	10.000,00	
OIT, Turquie			381,36
OMS		5.747,87	
Pakistan, PWF			762,72
Pays-Bas, CNV		8.000,00	
Pays-Bas, FNV	9.027,00	40.000,00	
République tchèque, CMK-OS		1.500,00	
Russie, FNPR		5.000,00	
Suède, Graphic & Media Union			1.725,55
Suède, LO	10.000,00	10.000,00	15.000,00
Suède, TCO	5.328,79		2.797,65
Turquie, HAK-IS		1.000,00	
Ukraine, KVPU		473,90	
UNI		1.000,00	7.233,59
Dominick Devlin			100,00
Gretchen Alvis			100,00
Michel Habib			250,00
Monika Meisterernst			200,00
	286.525,28	281.932,68	400.566,56

Objectifs du Fonds de solidarité de la CSI

(adoptés par le Conseil général, lors de sa 2^e réunion à Bruxelles, du 20 au 22 juin 2007)

Le Fonds de solidarité a pour objet de mobiliser des ressources et de les canaliser rapidement et de manière effective vers des organisations syndicales et des syndicalistes qui ont besoin d'un soutien de protection et de la solidarité du mouvement international.

Les ressources du FS devraient être utilisées prioritairement:

- Pour aider des organisations et des personnes qui connaissent une situation difficile ou la répression. Une telle aide devrait être à court terme et devrait être destinée à surmonter des circonstances spécifiques;
- Pour aider des organisations à mener à bien des campagnes bien définies et circonscrites dans le temps; des campagnes de syndicalisation et d'autres activités visant à accroître les effectifs et à renforcer les capacités et les structures.

Le FS pourra également être utilisé pour couvrir les coûts de certaines activités internationales, là où ces activités peuvent être considérées comme ayant une incidence directe sur la force et le développement des activités et des structures syndicales à l'échelon national.

Le FS n'est pas destiné à couvrir les frais récurrents associés à l'entretien des bureaux permanents, ou le paiement des salaires. Lorsque le FS est utilisé à de telles fins d'aide institutionnelle, cela ne devrait être que pour des périodes de temps limitées et définies.

Le FS n'est pas destiné à couvrir un secours humanitaire à large échelle dans des cas de catastrophe naturelle.

CHAPITRE 4

FONDS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Ce chapitre contient des informations sur les fonds d'aide au développement reçus au cours de la période 2007 – 2009 des organisations solidaires (OS) et d'institutions et fondations. Les bilans de la CSI incluent les Fonds d'aide au développement sous passif exigible, c'est-à-dire les fonds détenus pour le compte des OS (voir chapitre 5 de ce rapport financier).

Ces fonds sont déboursés conformément aux activités et projets approuvés et ont été administrés sur la base des procédures et des règlements établis par les OS.

Le tableau 10 donne un aperçu général de toutes les transactions pour la période considérée:

Tableau 10
Fonds d'aide au développement

	2007	2008	2009
	EUR	EUR	EUR
Revenus	1.169.106,37	3.044.526,35	6.200.588,56
Dépenses	<u>(1.219.225,46)</u>	<u>(2.036.053,14)</u>	<u>(6.952.088,14)</u>
Revenus nets/(dépenses)	(50.119,09)	1.008.473,21	(751.499,58)
Solde en début d'exercice	231.776,76	181.657,67	1.190.130,88
Solde en fin d'exercice	<u>181.657,67</u>	<u>1.190.130,88</u>	<u>438.631,30</u>

Tout au long de la période considérée, plusieurs OS ont continué de soutenir les programmes bilatéraux et multilatéraux de la CSI sur la base des priorités définies par le Congrès et le Conseil général. Des accords ont également été conclus avec plusieurs OS pour les années à venir, ouvrant ainsi des perspectives positives d'obtenir un plus grand engagement des OS aux futurs programmes de la CSI.

Le Bureau pour les activités des travailleurs de l'OIT (OIT-ACTRAV) a continué de soutenir la CSI dans le cadre de plusieurs programmes majeurs.

Le tableau 11 ci-dessous présente les soldes provenant des années antérieures, ainsi que les revenus et les dépenses durant 2009 en ce qui concerne les principaux donateurs.

Tableau 11
Résumé des fonds d'aide au développement

	Revenus EUR	Dépenses EUR	Solde EUR
Pays et organisation			
Banque mondiale, Fonds monétaire international	32.071,47	23.878,24	8.193,23
Belgique, ACV-CSC	17.000,00	7.893,29	9.106,71
Commission européenne	443.036,32	450.165,54	(7.129,22)
États-Unis d'Amérique, AFL-CIO	355.809,20	451.152,59	(95.343,39)
France, AIF	32.827,50	30.052,24	2.775,26
Japon, JTUC-RENGO	84.239,02	0,00	84.239,02
Norvège, LO	222.349,33	425.085,40	(202.736,07)
OIT	1.104.287,05	1.315.036,51	(210.749,46)
Pays-Bas, FNV	886.627,12	638.928,12	247.699,00
Pays-Bas, ministère des affaires étrangères	2.663.620,11	2.259.209,09	404.411,02
Suède, LO-TCO	1.471.455,32	1.350.687,12	120.768,20
Autres *	<u>77.397,00</u>	<u>0,00</u>	<u>77.397,00</u>
	7.390.719,44	6.952.088,14	438.631,30

* FGTB Belgique, CLC Canada, CFDT France, CGT France, SASK Finlande, FES Allemagne, TUC Grande-Bretagne, ICTU Irlande, CNV Pays-Bas, USO Espagne, entre autres.

CHAPITRE 5

RAPPORTS DES AUDITEURS EXTERNES ET RAPPORTS DES AUDITEURS INTERNES

ANNEE 2007

RAPPORT DES AUDITEURS AUX ORGANES DIRECTEURS DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI) SUR LES RAPPORTS FINANCIERS POUR L'ANNÉE PRENANT FIN AU 31 DECEMBRE 2007

En réponse à votre demande, nous avons le plaisir de vous informer sur les résultats du mandat de vérification comptable que vous nous avez confié.

Avis avec réserve sur l'audit des rapports financiers

Nous avons procédé à la vérification des comptes des rapports financiers ci-joints pour l'année prenant fin au 31 décembre 2007, comme figurant aux pages 2-5, qui indiquent un nombre total de fonds de 6.806.120,03 € et un excédent pour l'année, transféré aux Fonds, qui s'élève à 2.996,60 €.

Il incombe à la direction de préparer et de présenter correctement ces rapports financiers. Cette responsabilité inclut: l'élaboration, l'application et le maintien du contrôle interne concernant la préparation et la présentation correcte des comptes financiers dépourvus de données inexactes, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur; la sélection et la mise en œuvre de politiques comptables appropriées; et des estimations comptables raisonnables en fonction des circonstances.

Bien que la CSI ne dépende d'aucun cadre légal de comptabilité et de vérification des comptes, nous avons effectué, par analogie, notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables des associations sans but lucratif applicables en Belgique.

Notre responsabilité consiste à faire part de notre avis sur les comptes financiers, sur la base de notre vérification comptable. Nous avons effectué notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables applicables en Belgique, publiées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent une planification et un audit en vue de garantir raisonnablement que les rapports financiers ne comportent aucune donnée inexacte.

Conformément aux normes de vérification des comptes susmentionnées, nous avons pris en considération le système comptable de l'association, ainsi que ses procédures de contrôle internes. Nous avons obtenu de la direction et des responsables de l'association les explications et les informations nécessaires pour mettre en application nos procédures de vérification des comptes. Nous avons procédé à un examen de vérification des preuves justificatives des montants repris dans les comptes. Nous avons également analysé la conformité des politiques comptables et le caractère raisonnable des estimations comptables importantes effectuées par

l'association ainsi que la présentation générale des comptes. Nous considérons que ces procédures fournissent une base raisonnable pour que nous puissions exprimer notre avis.

Les comptes de la CSI ont été préparés en supposant que les organisations régionales sont des entités indépendantes. Les contributions aux dépenses des organisations régionales sont reprises dans le compte des revenus et des dépenses du Fonds général. Les transactions financières des organisations régionales sont reprises dans les comptes de la CSI dans la mesure où elles constituent des transactions du « Fonds » du bureau de Bruxelles. Les preuves justificatives de ces transactions, pas toujours disponibles au bureau de Bruxelles, sont des copies des originaux des pièces classés dans les organisations régionales.

Conformément à la décision du secrétaire général de la CISL, le solde de plusieurs comptes (actif, passif et comptes de revenus et de dépenses) de la CISL a été totalement ou partiellement transféré aux comptes de l'exercice financier 2007 de la CSI. Ce transfert de comptes inclut le transfert du compte « Fonds de réserve » pour un montant de 3.705.000 EUR. L'acceptation des comptes transférés et des droits et devoirs transférés n'a pas encore été ratifiée par l'organe autorisé de la CSI.

Nous n'avons pas obtenu les pièces justificatives concernant la provision pour la sécurité sociale. Toutefois, le compte de profits et pertes de 2007 enregistre une provision de 143.609,99 EUR.

Le coût d'un séminaire tenu en janvier 2008 a été porté au compte de l'exercice financier de 2007 pour un montant de 25.406 EUR.

Hormis les questions mentionnées au paragraphe antérieur, notre vérification des comptes n'a souligné aucune autre question qui pourrait affecter les comptes financiers prenant fin au 31 décembre 2007 de manière matérielle.

Informations supplémentaires

Le compte de revenus et de dépenses n'englobe que les transactions de revenus et de dépenses du Fonds général. Les transactions de revenus et de dépenses liées à d'autres comptes de fonds ne sont pas reprises dans le compte de revenus et de dépenses mais sont allouées aux comptes de chaque fonds du bilan financier.

Le compte de revenus et de dépenses du Fonds général affiche un excédent pour l'année de 2.996,60 EUR. Avant d'assigner l'excédent aux fonds, les comptes affichaient déjà un excédent pour l'année de 1.201.272,39 EUR.

La nature, le contenu et la classification des comptes ainsi que la présentation des rapports financiers sont différents des législations et normes applicables en Belgique en matière de comptes des associations sans but lucratif. Aux termes de cette législation, la compensation entre les sommes à verser et à recevoir, les charges et les produits, les droits et les devoirs n'est pas permise.

Les règles comptables ne sont pas disponibles.

Bruxelles, le 11 juin 2008

(signature)

SCCRL Dupont, Koevoets & Co.,
réviseurs d'entreprises
représentés par
Gilbert Janssens, partenaire

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2007

EUR

FONDS

Fonds général (Note 1)	2.996,60	
Fonds de réserve (Note 1)	3.705.000,00	
Fonds de solidarité (Note 2)	2.943.687,66	
Autres fonds: Caisse de retraite du personnel (Note 3)	105.575,89	
Autres fonds: CRPE (Note 3)	48.859,88	
		<u>6.806.120,03</u>

UTILISATION DES FONDS

Fonds immobilisés: voitures	0,00	
Actifs immobilisés (dépréciation): voitures	0,00	
Actifs immobilisés: logiciels	10.332,46	
Actifs immobilisés(dépréciation): logiciels	(3.444,15)	6.888,31

Réalisable

Avoir en banque et dépôt	8.974.909,71	
Dépôts de garantie	3.497,40	
Débiteurs	866.225,21	
	<u>9.844.632,32</u>	

Exigible

Fonds d'aide au développement (Note 4)	181.657,67	
Créditeurs	1.836.155,92	
Provisions (Note 5)	1.027.587,01	
	<u>3.045.400,60</u>	

<u>Exigible net</u>	<u>6.799.231,72</u>	
	<u>6.806.120,03</u>	

Les notes aux pages 4 et 5 font partie de ces comptes.

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
31 DECEMBRE 2007
FONDS GÉNÉRAL - FONDS DES REVENUS ET DES DÉPENSES

	<u>2007</u> <u>EUR</u>
<u>REVENUS</u>	
Cotisations reçues:	
Année en cours	10.457.958,33
Années précédentes	0,00
	<u>10.457.958,33</u>
Revenus pour les bureaux	193.701,22
Autres revenus	162.301,46
	<u>10.813.961,01</u>
<u>DÉPENSES</u>	
<u>Siège</u>	
2e Congrès mondial de la CSI (provision)	250.000,00
Conférences, réunions et voyages	548.440,96
Loyer et entretien des bureaux	1.102.947,68
Autres dépenses administratives	281.876,99
Traitements, charges sociales, etc.	5.049.367,61
Frais imprévus du personnel	89.762,93
Presse et publications	317.106,14
Bibliothèque, mobilier et équipement	25.266,92
Dépréciation des actifs immobilisés	23.627,81
Divers: dépenses imprévues	0,00
	<u>7.688.397,04</u>
<u>Autres bureaux</u>	
Bureau de Genève	578.070,39
Bureau auprès des NU, New York	150.356,27
Bureau CSI/FSI, Washington	127.577,51
Bureau CSI, NEI	86.343,47
Bureau CSI, Amman	63.976,15
Bureau de liaison CSI/FSI, Hong Kong	72.020,76
	<u>1.078.344,55</u>
<u>Organisations régionales</u>	
CISL/ORAF, CSI-Afrique	591.848,08
CISL/ORAP, CSI-AP	684.057,59
CISL/ORIT	399.040,41
CISL/CRPE	30.000,00
	<u>1.704.946,08</u>
	<u>10.471.687,67</u>
Opérations de change et pertes	339.276,74
	<u>10.810.964,41</u>
<u>TRANSFERTS au FONDS GÉNÉRAL</u>	
Revenus des années précédentes	0,00
(Déficit) Surplus de l'année	2.996,60
	<u>2.996,60</u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2007

Note 1. FONDS

	<u>FONDS</u> <u>GÉNÉRAL</u>	<u>FONDS DE</u> <u>RÉSERVE</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
Solde au début de l'année (Transfert de la CISL)	0,00	3.705.000,00
Revenus des années antérieures	0,00	
Excédent dépenses sur revenus	2.996,60	
Transfert interne	0,00	0,00
	<hr/>	<hr/>
Bilan en fin d'année	<u>2.996,60</u>	<u>3.705.000,00</u>

Note 2. FONDS DE SOLIDARITÉ

	<u>Général</u>	<u>Affectations</u> <u>spéciales</u>	<u>Total</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
<u>Revenus</u>			
Contributions	1.019.838,26	286.525,28	1.306.363,54
Autres revenus	0,00	0,00	0,00
Transfert de la CISL	1.794.272,75	735.189,72	2.529.462,47
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2.814.111,01	1.021.715,00	3.835.826,01
<u>Dépenses</u>	<u>(587.809,97)</u>	<u>(304.328,38)</u>	<u>(892.138,35)</u>
Revenus nets /(dépenses)	2.226.301,04	717.386,62	2.943.687,66
Solde début d'exercice	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	0,00	0,00	0,00
Solde fin d'exercice	<u>2.226.301,04</u>	<u>717.386,62</u>	<u>2.943.687,66</u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2007

Note 3. AUTRES FONDS

	<u>Caisse de retraite du personnel EUR</u>	<u>CSI- CRPE EUR</u>	<u>Total EUR</u>
Revenus de la CSI	29.125,52	30.000,00	59.125,52
Revenus des cotisations d'affiliation (CRPE)	0,00	30.160,23	30.160,23
Dépenses	<u>(58.357,30)</u>	<u>(11.300,35)</u>	<u>(69.657,65)</u>
Revenus nets /(dépenses)	(29.231,78)	48.859,88	19.628,10
Solde, début d'exercice			
Transfert de la CISL	<u>134.807,67</u>	<u>0,00</u>	<u>134.807,67</u>
Solde, fin d'exercice	<u><u>105.575,89</u></u>	<u><u>48.859,88</u></u>	<u><u>154.435,77</u></u>

Note 4. EXIGIBLE

	<u>2007 EUR</u>
<u>Fonds d'aide au développement</u>	
Transfert de la CISL	231.776,76
Solde au début de l'année	0,00
Revenus	<u>1.169.106,37</u>
Dépenses	<u>1.400.883,13</u> <u>(1.219.225,46)</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>181.657,67</u></u>

Note 5. PROVISIONS

	<u>2007 EUR</u>
2 ^e Congrès mondial de la CSI (2010)	500.000,00
1 ^e Conférence mondiale des femmes	122.000,00
Congés au pays pour des membres du personnel et contrats	19.320,02
Frais de voyage et de déménagement pour le personnel embauché à l'étranger	242.657,00
"Déduction structurelle" ONSS	<u>143.609,99</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>1.027.587,01</u></u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

RAPPORT DES AUDITEURS POUR 2007

INTRODUCTION

1. Les trois auditeurs élus par le Congrès fondateur de la CSI (Vienne, novembre 2006) aux termes de l'Article XXXV des Statuts:

Luis Eduardo Gallo	-	UGT Brésil
Arto Kuusiola	-	SAK Finlande
Barbara Easterling	-	AFL-CIO Etats-Unis

soumettent le rapport ci-après. Ce rapport est fondé sur l'examen du projet de bilan et des comptes des revenus et des dépenses de la CSI pour 2007, sur les commentaires oraux de l'auditeur externe des experts-comptables bruxellois HLB, ainsi que sur divers autres documents et rapports de la CSI.

MANDAT DES AUDITEURS

2. Nous avons basé notre travail et nos séances sur le mandat qui existait à la CISL. Nous avons pour devoir:

- i. d'examiner la gestion financière de la CSI en fonction de ses obligations statutaires et de faire rapport à ce sujet si les vérificateurs le jugent approprié;
- ii. de recommander au Congrès ou aux organes directeurs de la CSI l'action nécessaire pour toute question comportant des implications financières pour lesquelles, à leur avis, il n'y a pas de règles ou du moins pas de règles adéquates.

Outre ces tâches, nous devons:

- iii. avoir libre accès au moment opportun à tous les livres, les registres et autres documents dont nous jugeons avoir besoin pour leur vérification;
- iv. recevoir une copie du rapport, des notes et des commentaires des experts-comptables jurés avant d'aborder notre propre tâche.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DES AUDITEURS

3. Nous avons eu une réunion avec M. Gilbert Janssens, un partenaire de HLB, Dupont, Koevoets, & Co, qui a exposé oralement son point de vue concernant les rapports financiers de la CSI.

4. M. Janssens a soulevé la question concernant la personne qui est responsable de la préparation des comptes annuels. Conformément à l'Article XXV (d) des Statuts de la CSI, il incombe au Bureau exécutif de préparer les décisions du conseil général relatives aux finances. Aux termes de l'Article XXVIII (c), le/la secrétaire général(e) est responsable de l'application des décisions du Congrès et du conseil général. Nous considérons que le Bureau exécutif, conjointement avec le/la secrétaire général(e), est responsable de la préparation des comptes annuels.

FONDS GÉNÉRAL

COMPTE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

5. Le budget prévu pour 2007 était en équilibre au Fonds général et les revenus et dépenses en chiffres réels étaient également pratiquement en équilibre, se soldant par un léger excédent. Les chiffres réels pour l'année sont les suivants:

	<u>Budget</u>	<u>Chiffres réels</u>	<u>Différence</u>
Revenus	11.115.000	10.813.961	301.039
Dépenses	<u>11.115.000</u>	<u>10.810.964</u>	<u>304.036</u>
Surplus 2007	0	2.997	2.997

6. Le montant des cotisations reçues pour 2007 s'est élevé à 10.457.958 EUR, par rapport aux prévisions de 10.900.000 EUR.

7. Les autres sources de revenus se sont élevées à 162.301 EUR, soit 157.301 EUR de plus que prévu au budget. Cette situation s'explique en grande partie par la sous-budgétisation de l'intérêt découlant de l'investissement.

8. Globalement, les revenus ont été de 301.039 EUR inférieurs au budget.

9. Le total des revenus perçus s'élève à 10.813.961 EUR alors que les dépenses de la Confédération s'élevaient à 10.580.093 EUR, ce qui laisse un excédent des revenus sur les dépenses de 2.997 EUR. Le total des dépenses pour l'année était de 304.036 EUR en deçà du budget approuvé, principalement car les dépenses relatives aux salaires et aux charges sociales étaient inférieures au budget.

10. L'excédent des revenus sur les dépenses d'un montant de 2.997 EUR pour l'année a été transféré au Fonds général.

11. Nous avons constaté que les allocations pour les bureaux à l'extérieur de Bruxelles sont souvent payées dans la devise locale et non en euros. Cette pratique était positive en 2007 pour les finances de la CSI, en raison de l'évolution du taux de change par rapport au dollar américain. Dans d'autres circonstances, l'incidence sur les finances de la CSI pourrait s'avérer négative.

12. Nous avons pris acte de la demande de l'auditeur externe d'appliquer les règles comptables établies légalement pour les organisations sans but lucratif en Belgique.

Nous convenons que cette proposition améliorera la qualité des informations comptables et suggérons de prendre sérieusement en considération sa mise en œuvre.

BILAN

13. Nous notons que le Fonds de réserve a été établi à un niveau correspondant à quatre mois de frais d'exploitation de la Confédération pour l'année suivante. Au 31 décembre 2007, le Fonds de réserve s'élevait à 3.705.000 EUR. Nous considérons qu'il serait prudent d'augmenter le Fonds de réserve à six mois, pour autant que les fonds soient disponibles.

14. Nous avons étudié de manière approfondie la situation concernant 'les avoirs en banque et en dépôts à court terme'. Nous avons constaté que cette rubrique comportait également des investissements financiers à long terme, y compris des actions. Nous recommandons au Bureau exécutif d'établir des lignes directrices et des procédures concernant les décisions sur les objectifs et le type d'investissements financiers.

COTISATIONS D'AFFILIATION

15. Début 2007, aucune organisation affiliée à la CSI n'était en retard de paiement de ses cotisations d'affiliation. Toutefois, fin 2007, un montant des cotisations restant dues s'élevait à 198.619,05. Ce montant représente 1,9 % du montant total des cotisations d'affiliation pour 2007. 78 organisations n'ont pas versé de cotisation d'affiliation en 2007, ce qui représente un quart de l'ensemble des affiliées de la CSI. Nous avons constaté que le montant moyen des cotisations à payer par ces organisations n'est pas élevé. Nous supposons dès lors que ce n'est pas réellement pour des raisons financières que ces organisations ne les ont pas payées.

16. Nous avons débattu des sanctions à imposer aux organisations qui ne paient pas leurs cotisations, lesquelles se basent sur l'Article XXXII (b) des Statuts. Les délégués d'organisations en retard de plus de quatre versements trimestriels ne sont pas invités aux réunions statutaires ni séminaires organisés par la CSI et n'ont droit à aucun type d'assistance financière pour participer aux réunions.

17. Nous avons constaté également que les organisations en retard de huit versements trimestriels ou plus sont considérées comme démissionnaires. Nous supposons que le Conseil général recevra, en décembre 2008, la liste de ces organisations et demandera qu'un dernier avis leur soit envoyé.

18. De nombreuses affiliées paient de faibles montants de cotisations d'affiliation, inférieurs à quelque cent euros. Nous considérons qu'une cotisation d'affiliation minimum devrait être établie pour toutes les affiliées. Des cotisations d'affiliation très basses n'ont aucune valeur. La CSI pourrait peut-être s'inspirer de la CSA, qui, lors de son Congrès fondateur à Panama (mars 2008), a établi une cotisation minimum d'affiliation de 1.000 USD.

19. Un grand nombre d'organisations déclarent des effectifs présentant des variations entre le nombre de membres déclarés et le nombre de membres cotisants. Nous sommes d'avis que cette différence devrait être réduite dans la mesure du possible bien que nous comprenions que des raisons valables justifient cette divergence.

20. Nous avons constaté que les organisations peuvent informer la CSI d'un changement du nombre de membres à tout moment durant l'année. Nous considérons que le nombre de membres ne peut être modifié durant l'année. Nous suggérons à la CSI de demander formellement une fois par an les chiffres définitifs des membres

cotisants, à utiliser comme base du calcul des cotisations pour l'année suivante et, par conséquent, également comme base du budget des revenus de la CSI pour l'année suivante. Un changement du nombre de membres pendant l'année ne serait accepté que pour l'année suivante.

21. Nous avons constaté que plusieurs organisations sont classées dans un groupe qui ne correspond pas aux dernières statistiques de la Banque mondiale. Certaines d'entre elles sont classées dans le groupe 2 (en dessous de 10.000 USD du PIB par habitant) alors que leur PIB est supérieur à 10.000 USD. Il en va de même pour la ligne de 5.000 USD (entre les groupes 2 et 3), de 3.000 USD groupes 3 et 4) et de 1.000 USD (groupes 4 et 5).

22. Nous suggérons de prendre les mesures appropriées pour éviter de telles anomalies et essayer d'appliquer correctement le système, en prévoyant le moins d'exceptions possible. Nous avons été informés que les exceptions sont soumises par le/la secrétaire général(e) à l'approbation du Conseil général.

RAPPORTS FINANCIERS DU FONDS DE SOLIDARITÉ

23. Nous avons été informés au sujet des changements qui ont été prévus pour 2008 en ce qui concerne les paiements effectués par le Fonds de solidarité. Les paiements d'enveloppes globales ne seront plus effectués mais seront basés sur des propositions de projets concrètes. Nous suggérons de suivre le rapport narratif sur les projets et de conditionner les transferts de fonds ultérieurs à ce rapport.

24. Nous approuvons également le principe selon lequel les fonds ne sont pas destinés à couvrir les coûts récurrents liés au maintien des bureaux permanents, ou au paiement des salaires ou des frais de voyage du personnel.

25. Nous avons constaté que les revenus accumulés du Fonds de solidarité sont devenus importants, alors que l'utilisation du Fonds est limitée. Nous espérons qu'à l'avenir ces fonds seront utilisés dans une plus grande mesure. Cette remarque s'applique également aux fonds à affectation spéciale du Fonds de solidarité.

26. Le Conseil de gestion du Fonds de solidarité a souhaité inclure un des auditeurs internes dans le Conseil de gestion. Nous avons convenu de désigner Arto Kuusiola pour qu'il participe aux réunions du Conseil en qualité d'observateur.

ORGANISATIONS RÉGIONALES

ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE

27. Nous avons remarqué qu'aucun document définitif relatif au statut financier de l'Organisation régionale africaine n'a été envoyé au Secrétariat à Bruxelles. Nous ne sommes dès lors pas en mesure d'exprimer notre point de vue en la matière.

ORGANISATION RÉGIONALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

28. Tous les documents relatifs aux rapports financiers étaient disponibles. Nous avons constaté que la nouvelle organisation a été créée avec succès.

ORGANISATION RÉGIONALE POUR LES AMÉRIQUES

29. Les documents nécessaires n'étaient pas complets, étant donné que le rapport de l'auditeur interne n'était pas disponible. L'auditeur externe a émis un avis mitigé concernant les comptes annuels. Nous espérons qu'à la suite de la création de la

nouvelle organisation les comptes seront établis de manière à permettre à l'auditeur externe d'émettre un avis sans réserve.

CONCLUSION

30. Nous encourageons le directeur du département des finances et son personnel à surmonter les difficultés à respecter les délais requis pour la préparation des documents dont nous avons besoin pour notre travail en qualité d'auditeurs internes. Nous espérons que, l'année prochaine, tous les documents nécessaires aux rapports financiers de la CSI et des Organisations régionales seront disponibles avant que nous n'amorçons notre travail.

31. Nous sommes heureux de confirmer combien le secrétaire général et ses collègues ont été exhaustifs dans leurs tâches. Ce temps qui les a distraits de leurs affaires habituelles et la patience et l'aide qu'ils nous ont apportées au cours de notre audit méritent nos remerciements qui vont, bien entendu, en particulier, au secrétaire général, au directeur des finances et à sa secrétaire qui nous ont apporté tout leur concours durant notre visite.



Luis Eduardo Gallo



Arto Kuusiola



Barbara Easterling

AUDITEURS

Bruxelles, le 6 juin 2008

ANNÉE 2008

RAPPORT DES AUDITEURS AUX ORGANES DIRECTEURS DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI) SUR LES RAPPORTS FINANCIERS POUR L'ANNÉE PRENANT FIN AU 31 DECEMBRE 2008

En réponse à votre demande, nous avons le plaisir de vous informer sur les résultats du mandat de vérification comptable que vous nous avez confié.

Avis avec réserve sur l'audit des rapports financiers

Nous avons procédé à la vérification des comptes des rapports financiers ci-joints pour l'année prenant fin au 31 décembre 2008, comme figurant aux pages 3-6, qui indiquent un nombre total de fonds de 11.378.452,80 € et un déficit pour l'année, après avoir assigné l'excédent aux Fonds, qui s'élève à 294.845,95 €.

Il incombe à la direction de préparer et de présenter correctement ces rapports financiers. Cette responsabilité inclut: l'élaboration, l'application et le maintien du contrôle interne concernant la préparation et la présentation correcte des comptes financiers dépourvus de données inexactes, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur; la sélection et la mise en œuvre de politiques comptables appropriées; et des estimations comptables raisonnables en fonction des circonstances.

Bien que la CSI ne dépende d'aucun cadre légal de comptabilité et de vérification des comptes, nous avons effectué, par analogie, notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables des associations sans but lucratif applicables en Belgique.

Notre responsabilité consiste à faire part de notre avis sur les comptes financiers, sur la base de notre vérification comptable. Nous avons effectué notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables applicables en Belgique, publiées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent une planification et un audit en vue de garantir raisonnablement que les rapports financiers ne comportent aucune donnée inexacte.

Conformément aux normes de vérification des comptes susmentionnées, nous avons pris en considération le système comptable de l'association, ainsi que ses procédures de contrôle internes. Nous avons obtenu de la direction et des responsables de l'association les explications et les informations nécessaires pour mettre en application nos procédures de vérification des comptes. Nous avons procédé à un examen de vérification des preuves justificatives des montants repris dans les comptes. Nous avons également analysé la conformité des politiques comptables et le caractère raisonnable des estimations comptables importantes effectuées par l'association ainsi que la présentation générale des comptes. Nous considérons que ces procédures fournissent une base raisonnable pour que nous puissions exprimer notre avis.

Les comptes (actif, passif et comptes de revenus et de dépenses) de la CISL ont été transférés aux comptes de la CSI, une partie en 2007 et une autre partie en 2008. L'acceptation des comptes transférés et des droits et devoirs transférés n'a pas encore été ratifiée par l'organe autorisé de la CSI.

Les preuves justificatives des transactions des organisations régionales, pas toujours disponibles au bureau de Bruxelles, sont des copies des originaux des pièces classés dans les organisations régionales.

Nous n'avons pas obtenu les pièces justificatives concernant la provision pour la sécurité sociale s'élevant à 569.791 EUR. La provision pour le nouveau mobilier qui s'élève à 210.000 EUR ne répond pas aux conditions requises de la législation belge comptable. Nous n'avons pas obtenu de pièces justificatives pour un montant de 78.644 EUR déduit des « débiteurs ».

Hormis les questions mentionnées au paragraphe antérieur, notre vérification des comptes n'a souligné aucune autre question qui pourrait affecter les comptes financiers prenant fin au 31 décembre 2008 de manière matérielle.

Informations supplémentaires

Les comptes de la CSI ont été préparés en supposant que les organisations régionales sont des entités indépendantes. Les contributions aux dépenses des organisations régionales sont reprises dans le compte des revenus et des dépenses du Fonds général. Les transactions financières des organisations régionales sont reprises dans les comptes de la CSI dans la mesure où elles constituent des transactions du « Fonds » du bureau de Bruxelles.

Le compte de revenus et de dépenses n'englobe que les transactions de revenus et de dépenses du Fonds général. Les transactions de revenus et de dépenses liées à d'autres comptes de fonds ne sont pas reprises dans le compte de revenus et de dépenses mais sont allouées aux comptes de chaque fonds du bilan financier.

Le compte de revenus et de dépenses du Fonds général affiche un excédent pour l'année s'élevant à 66.173,79 EUR (sans compter le Fonds du CRPE), composé d'un déficit de 294.845,95 EUR pour le Fonds général, d'un excédent de 274.897,10 EUR pour le Fonds de solidarité, et d'un excédent de 86.122,64 EUR pour le Fonds de solidarité à affectation spéciale. L'excédent du Fonds du CRPE s'élève à 189.363,14 EUR. Ces excédents ont été transférés aux fonds respectifs dans le bilan.

La nature, le contenu et la classification des comptes ainsi que la présentation des rapports financiers sont différents des législations et normes applicables en Belgique en matière de comptes des associations sans but lucratif. Aux termes de cette législation, la compensation entre les sommes à verser et à recevoir, les charges et les produits, les droits et les devoirs n'est pas permise.

Les règles comptables ne sont pas disponibles.

Bruxelles, le 5 octobre 2009

(signature)

SCCRL Dupont, Koevoets & Co.,
réviseurs d'entreprises
représentés par
Gilbert Janssens, partenaire

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008

EUR

FONDS

Fonds général (Note 1)		801.396,84
Fonds de réserve (Note 1)		3.705.000,00
Fonds de solidarité (Note 2)		3.304.707,40
Fonds du bâtiment		3.215.104,83
Autres fonds: Caisse de retraite du personnel (Note 3)		114.020,71
Autres fonds: CRPE (Note 3)		<u>238.223,02</u>
		<u>11.378.452,80</u>

UTILISATION DES FONDS

ITUBI	3.215.104,83	
Biens mobiliers	14.818,63	
Biens mobiliers (dépréciation)	<u>(2.963,73)</u>	
Actifs immobilisés: logiciels	26.464,29	
Actifs immobilisés (dépréciation): logiciels	<u>(12.265,58)</u>	3.241.158,44

Réalisable

Investissements à court terme	14.028.898,51
Avoir en banque	801.453,56
Dépôts de garantie	3.497,40
Débiteurs	<u>1.423.311,27</u>
	<u>16.257.160,74</u>

Exigible

Fonds d'aide au développement (Note 4)	1.190.130,88
Créditeurs	3.554.127,49
Provisions (Note 5)	<u>3.375.608,01</u>
	<u>8.119.866,38</u>

Exigible net

8.137.294,36

11.378.452,80

Les notes aux pages 4 et 5 font partie de ces comptes.

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
31 DECEMBRE 2008
FONDS GÉNÉRAL - FONDS DES REVENUS ET DES DÉPENSES

	<u>REEL 2008</u>
	<u>EUR</u>
<u>REVENUS</u>	
Cotisations reçues:	
Année en cours	10.555.560,21
Années précédentes	123.395,04
	<u>10.678.955,25</u>
<u>Conseil des Global Unions</u>	
Conseil des Global Unions (CGU)	1.591,73
Revenus pour les bureaux	142.757,40
Revenus des investissements financiers	583.818,17
Autres revenus	127.838,65
	<u>11.534.961,20</u>
<u>DEPENSES</u>	
<u>Siège</u>	
2 ^e Congrès mondial de la CSI (provision)	250.000,00
Conférences, réunions et voyages	522.747,51
Provisions inversées	-303.329,04
Loyer et entretien des bureaux	1.104.611,98
Autres dépenses administratives	291.155,75
Traitements, charges sociales, etc.	5.147.943,33
Frais imprévus du personnel	134.245,87
Presse et publications	374.846,22
Bibliothèque, mobilier et équipement	14.686,91
Dépréciation des actifs immobilisés	32.376,71
Divers: dépenses imprévues	0,00
	<u>7.569.285,24</u>
<u>Autres bureaux</u>	
Bureau de Genève	515.242,49
Bureau auprès des NU, New York	158.210,98
Bureau CSI/FSI, Washington	129.070,41
Bureau CSI, NEI	74.361,73
Bureau CSI, Amman	34.776,15
Bureau de liaison CSI/FSI, Hong Kong	20.000,00
	<u>931.661,76</u>
<u>Organisations régionales</u>	
CSI-Afrique	568.979,88
CSI-AP	795.325,82
CSI-CSA	511.817,92
Conseil régional paneuropéen (CRPE)	31.500,00
	<u>1.907.623,62</u>
	<u>10.408.570,62</u>
Dépréciation des investissements financiers	1.421.236,53
	<u>11.829.807,15</u>
<u>TRANSFERTS au FONDS GÉNÉRAL</u>	
Revenu des années antérieures	123.395,04
(Déficit) Excédent de l'année	(418.240,99)
	<u>(294.845,95)</u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2008

Note 1. FONDS

	<u>FONDS</u> <u>GÉNÉRAL</u>	<u>FONDS DE</u> <u>RÉSERVE</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
Solde au début de l'année	1.054.818,50	3.705.000,00
Revenus des années antérieures	123.395,04	
Excédent dépenses sur revenus	(418.240,99)	
Transfert interne	41.424,29	
	<hr/>	<hr/>
Bilan en fin d'année	<u>801.396,84</u>	<u>3.705.000,00</u>

Note 2. FONDS DE SOLIDARITE

	<u>Général</u>	<u>Affectations</u> <u>spéciales</u>	<u>Total</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
<u>Revenus</u>			
Contributions	992.345,93	281.932,68	1.274.278,61
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	992.345,93	281.932,68	1.274.278,61
<u>Dépenses</u>	<u>(717.448,83)</u>	<u>(195.810,04)</u>	<u>(913.258,87)</u>
Revenus nets /(dépenses)	274.897,10	86.122,64	361.019,74
Solde début d'exercice	<u>2.226.301,04</u>	<u>717.386,62</u>	<u>2.943.687,66</u>
Solde fin d'exercice	<u>2.501.198,14</u>	<u>803.509,26</u>	<u>3.304.707,40</u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2007

Note 3. AUTRES FONDS

	<u>Caisse de retraite du personnel EUR</u>	<u>CSI- CRPE EUR</u>	<u>Total EUR</u>
Revenus de la CSI	57.448,67	183.164,52	240.613,19
Revenus des cotisations d'affiliation (CRPE)	0,00	41.874,44	41.874,44
Dépenses	<u>(49.003,85)</u>	<u>(35.675,82)</u>	<u>(84.679,67)</u>
Net income/(expenditure)	8.444,82	189.363,14	197.807,96
Solde, début d'exercice	<u>105.575,89</u>	<u>48.859,88</u>	<u>154.435,77</u>
Solde, fin d'exercice	<u><u>114.020,71</u></u>	<u><u>238.223,02</u></u>	<u><u>352.243,73</u></u>

Note 4. EXIGIBLE

	<u>2008 EUR</u>
<u>Fonds d'aide au développement</u>	
Solde au début de l'année	181.657,67
Revenus	<u>3.044.526,35</u>
Dépenses	<u>3.226.184,02</u> <u>(2.036.053,14)</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>1.190.130,88</u></u>

Note 5. PROVISIONS

	<u>2008 EUR</u>
2 ^e Congrès mondial de la CSI (2010)	750.000,00
1 ^e Conférence mondiale des femmes	122.000,00
Congés au pays pour des membres du personnel et contrats	23.340,10
Frais de voyage et de déménagement pour le personnel embauché à l'étranger	188.986,91
"Déduction structurelle" ONSS 2005-2008	569.791,06
Préretraite	990.687,39
Provision pour les dépenses du bureau à Hong Kong	20.000,00
Provision restante de la CISL bilan de clôture 2006	<u>710.802,55</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>3.375.608,01</u></u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

RAPPORT DES AUDITEURS POUR 2008

INTRODUCTION

1. Les trois auditeurs élus par le Congrès fondateur de la CSI (Vienne, novembre 2006) aux termes de l'Article XXXV des Statuts:

Luis Eduardo Gallo	-	UGT Brésil
Arto Kuusiola	-	SAK Finlande
Barbara Easterling	-	AFL-CIO Etats-Unis

soumettent le rapport ci-après. Ce rapport est fondé sur l'examen du projet de bilan et des comptes des revenus et des dépenses de la CSI pour 2008, sur les commentaires oraux de l'auditeur externe des experts-comptables bruxellois HLB, ainsi que sur divers autres documents et rapports de la CSI.

MANDAT DES AUDITEURS

2. Nous avons basé notre travail et nos séances sur le mandat qui existait à la CISL. Nous avons pour devoir:

- i. d'examiner la gestion financière de la CSI en fonction de ses obligations statutaires et de faire rapport à ce sujet si les vérificateurs le jugent approprié;
- ii. de recommander au Congrès ou aux organes directeurs de la CSI l'action nécessaire pour toute question comportant des implications financières pour lesquelles, à leur avis, il n'y a pas de règles ou du moins pas de règles adéquates.

Outre ces tâches, nous devons:

- iii. avoir libre accès au moment opportun à tous les livres, les registres et autres documents dont nous jugeons avoir besoin pour leur vérification;
- iv. recevoir une copie du rapport, des notes et des commentaires des experts-comptables jurés avant d'aborder notre propre tâche.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DES AUDITEURS

3. Nous avons eu une réunion avec M. Gilbert Janssens et M. Willy Gillisjans, partenaires de HLB, Dupont, Koevoets, & Co, qui ont exposé oralement leur point de vue concernant les rapports financiers de la CSI étant donné que le rapport final des auditeurs externes n'était pas encore disponible.

FONDS GÉNÉRAL

COMPTE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

4. Le budget prévu pour 2008 était en équilibre au Fonds général. Les dépenses en chiffres réels étaient supérieures aux revenus, se soldant par un déficit de 278.525 EUR. Les chiffres réels pour l'année sont les suivants:

	<u>Budget</u>	<u>Chiffres réels</u>	<u>Différence</u>
Revenus	11.097.000	11.532.873	435.873
Dépenses	<u>11.097.000</u>	<u>11.811.398</u>	<u>-714.398</u>
Déficit 2008	0	-278.525	- 278.525

5. Le montant des cotisations reçues pour 2008 s'est élevé à 10.678.955 EUR, par rapport aux prévisions de 10.900.000 EUR.

6. Les autres sources de revenus se sont élevées à 711.160 EUR, dans la mesure où le budget n'incluait aucun autre revenu. La majorité de ces revenus provenaient de l'intérêt résultant des réserves accumulées. Elle inclut également le profit provenant des taux de change. Dans la déclaration finale, les revenus provenant des investissements financiers seront communiqués séparément.

7. Globalement, les revenus ont été de 435.873 EUR supérieurs au budget.

8. Le total des revenus perçus s'élève à 11.532.873 EUR alors que les dépenses de la Confédération s'élevaient à 11.811.398 EUR, ce qui laisse un déficit de 278.525 EUR. Le total des dépenses pour l'année 2008 était de 714.398 EUR en deçà du budget approuvé, principalement en raison de la dépréciation des investissements financiers sur la base de la différence entre la valeur du marché et la valeur d'acquisition des investissements financiers au 31 décembre 2008.

9. Le déficit des revenus sur les dépenses d'un montant de 278.355 EUR pour l'année 2008 a été couvert par le Fonds général.

10. L'auditeur externe a réitéré sa demande d'appliquer les règles comptables établies légalement pour les organisations sans but lucratif en Belgique. Nous considérons que ce changement de règles améliorera la qualité des informations comptables.

BILAN

11. Bien que le bilan du Fonds de réserve n'ait pas changé durant l'année, nous considérons toujours qu'il serait prudent d'augmenter le Fonds de réserve à six mois de dépenses, pour autant que les fonds soient disponibles.

12. Les investissements financiers de la CSI s'élevaient à 14.028.898 EUR au 31 décembre 2008. En raison de l'absence de l'ancien directeur financier, notre recommandation d'établir des lignes directrices et des procédures concernant les décisions sur les objectifs et le type d'investissements financiers n'a pas été prise en compte. Nous avons annexé un projet supplémentaire de lignes directrices que nous proposons d'être discutées.

COTISATIONS D’AFFILIATION

13. Début 2007, aucune organisation affiliée à la CSI n’était en retard de paiement de ses cotisations d’affiliation. Toutefois, fin 2008, un montant des cotisations restant dues s’élevait à 344.440,00 euros. Ce montant représente 3,07 % du montant total des cotisations d’affiliation pour 2008. 37 organisations n’ont pas versé de cotisation d’affiliation en 2007 et en 2008, ce qui représente 11% de l’ensemble des organisations affiliées de la CSI. Nous avons constaté que le montant moyen des cotisations à payer par ces organisations n’est pas élevé. Nous supposons dès lors que ce n’est pas réellement pour des raisons financières que ces organisations ne les ont pas payées.

14. Nous avons également constaté que les organisations en retard de huit versements trimestriels ou plus sont considérées comme démissionnaires. Nous savons que le Conseil général recevra, en octobre 2009, la liste de ces organisations et décidera des mesures appropriées à adopter.

15. De nombreuses organisations affiliées paient de faibles montants de cotisations d’affiliation, inférieurs à quelque cent euros. Nous considérons qu’une cotisation d’affiliation minimum devrait être établie pour toutes les affiliées. Des cotisations d’affiliation très basses n’ont aucune valeur. La CSI pourrait peut-être établir une cotisation minimale conformément au groupe auquel appartient l’organisation. Le Conseil général pourrait également décider de réduire le nombre de groupes à 3 ou à 4 en vue de simplifier le suivi et le contrôle.

RAPPORTS FINANCIERS DU FONDS DE SOLIDARITÉ

16. Nous avons constaté que les revenus accumulés du Fonds de solidarité ont continué d’augmenter dans la mesure où les contributions volontaires sont supérieures aux dépenses annuelles. Nous espérons qu’à l’avenir ces fonds seront utilisés dans une plus grande mesure. Cette remarque s’applique également aux fonds à affectation spéciale du Fonds de solidarité.

ORGANISATIONS RÉGIONALES

17. Tous les documents concernant les états financiers des organisations régionales (CSI-Afrique, CSI-Asie Pacifique et CSA) étaient disponibles. Les états financiers de la CSI-Asie Pacifique ne requerraient aucun commentaire de notre part.

ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE

18. Nous avons constaté que, selon le rapport des auditeurs externes, certains avoirs de la CISL-AFRO n’étaient pas encore transférés à la CSI-Afrique. Nous avons en outre noté que les auditeurs internes avaient également formulé des remarques concernant des questions ouvertes dans le cadre du processus de fusion des anciennes organisations. Nous soutenons les recommandations des auditeurs internes de poursuivre et de finaliser la création de la nouvelle organisation.

19. Nous accueillons favorablement le travail réalisé par les auditeurs internes pour développer les procédures financières et la gestion de la nouvelle CSI-Afrique.

ORGANISATION RÉGIONALE POUR LES AMÉRIQUES

20. La CSA a soumis une demande du nouveau statut juridique d’organisation civile d’intérêt public. Comme cette demande suit son cours, le nom juridique de l’organisation reste ORIT. Nous soutenons la recommandation des auditeurs internes

de la CSA d'accorder la plus grande priorité à l'obtention de l'approbation de cette demande.

CONCLUSION

21. Nous sommes encouragés par le nouveau directeur du département des finances et son personnel à veiller à ce que tous les documents nécessaires dont nous ne disposerons pas à temps soient préparés et transmis au début de notre travail.

22. Nous rappelons au secrétaire général notre proposition antérieure selon laquelle la CSI devrait recourir à une firme d'audit internationale pour vérifier tant leurs états financiers que ceux des organisations régionales afin d'obtenir la transparence et la cohérence des bilans financiers.

23. Nous souhaitons remercier le secrétaire général, le directeur des finances et son personnel de leur concours durant notre audit.



Luis Eduardo Gallo



Arto Kuusiola



Barbara Easterling

AUDITEURS

Bruxelles, le 2 octobre 2009

ANNÉE 2009

RAPPORT DES AUDITEURS AUX ORGANES DIRECTEURS DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI) SUR LES RAPPORTS FINANCIERS POUR L'ANNÉE PRENANT FIN AU 31 DÉCEMBRE 2009

En réponse à votre demande, nous avons le plaisir de vous informer sur les résultats du mandat de vérification comptable que vous nous avez confié.

Avis avec réserve sur l'audit des rapports financiers

Nous avons procédé à la vérification des comptes des rapports financiers ci-joints pour l'année prenant fin au 31 décembre 2009, comme figurant aux pages 3-6, qui indiquent un nombre total de fonds de 13.130.025,87 EUR et un bénéfice pour l'année, après avoir assigné l'excédent aux Fonds, qui s'élève à 1.022.446,43 EUR.

Il incombe à la direction de préparer et de présenter correctement ces rapports financiers. Cette responsabilité inclut: l'élaboration, l'application et le maintien du contrôle interne concernant la préparation et la présentation correcte des comptes financiers dépourvus de données inexactes, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur; la sélection et la mise en œuvre de politiques comptables appropriées; et des estimations comptables raisonnables en fonction des circonstances.

Bien que la CSI ne dépende d'aucun cadre légal de comptabilité et de vérification des comptes, nous avons effectué, par analogie, notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables des associations sans but lucratif applicables en Belgique.

Notre responsabilité consiste à faire part de notre avis sur les comptes financiers, sur la base de notre vérification comptable. Nous avons effectué notre vérification comptable conformément aux normes légales et aux normes comptables applicables en Belgique, publiées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent une planification et un audit en vue de garantir raisonnablement que les rapports financiers ne comportent aucune donnée inexacte.

Conformément aux normes de vérification des comptes susmentionnées, nous avons pris en considération le système comptable de l'association, ainsi que ses procédures de contrôle internes. Nous avons obtenu de la direction et des responsables de l'association les explications et les informations nécessaires pour mettre en application nos procédures de vérification des comptes. Nous avons procédé à un examen de vérification des preuves justificatives des montants repris dans les comptes. Nous avons également analysé la conformité des politiques comptables et le caractère raisonnable des estimations comptables importantes effectuées par l'association ainsi que la présentation générale des comptes. Nous considérons que ces procédures fournissent une base raisonnable pour que nous puissions exprimer notre avis.

Nous n'avons pas obtenu les pièces justificatives concernant la provision pour la sécurité sociale, dont le montant de 152.852 EUR a été pris en charge au compte des revenus et des dépenses pour 2009, la provision totale s'élevant donc à 722.643 EUR.

Les preuves justificatives des transactions des organisations régionales, pas toujours disponibles au bureau de Bruxelles, sont des copies des originaux des pièces classés dans les organisations régionales.

Hormis les questions mentionnées au paragraphe antérieur, notre vérification des comptes n'a souligné aucune autre question qui pourrait affecter les comptes financiers prenant fin au 31 décembre 2009 de manière matérielle.

Informations supplémentaires

Les comptes de la CSI ont été préparés en supposant que les organisations régionales sont des entités indépendantes. Les contributions aux dépenses des organisations régionales sont reprises dans le compte des revenus et des dépenses du Fonds général. Les transactions financières des organisations régionales sont reprises dans les comptes de la CSI dans la mesure où elles constituent des transactions du « Fonds » du bureau de Bruxelles.

Le compte de revenus et de dépenses n'englobe que les transactions de revenus et de dépenses du Fonds général. Les transactions de revenus et de dépenses liées à d'autres comptes de fonds ne sont pas reprises dans le compte de revenus et de dépenses mais sont allouées aux comptes de chaque fonds du bilan financier.

La nature, le contenu et la classification des comptes ainsi que la présentation des rapports financiers sont différents des législations et normes applicables en Belgique en matière de comptes des associations sans but lucratif. Aux termes de cette législation, la compensation entre les sommes à verser et à recevoir, les charges et les produits, les droits et les devoirs n'est pas permise. Les règles comptables ne sont pas disponibles.

Zaventem, le 21 mai 2010

RSM InterAudit SC Scrl
réviseurs d'entreprises
représentés par

Gilbert Janssens
partenaire

Willy Gillisjans
partenaire

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

		<u>EUR</u>
<u>FONDS</u>		
Fonds général (Note 1)		1.823.843,27
Fonds de réserve (Note 1)		3.705.000,00
Fonds de solidarité (Note 2)		4.109.909,11
Fonds du bâtiment		3.172.023,57
Autres fonds: Caisse de retraite du personnel (Note 3)		96.264,46
Autres fonds: CRPE (Note 3)		<u>222.985,46</u>
		<u>13.130.025,87</u>
<u>UTILISATION DES FONDS</u>		
ITUBI	3.172.023,57	
Biens mobiliers	42.083,76	
Biens mobiliers (dépréciation)	<u>(12.544,60)</u>	
Actifs immobilisés: logiciels	43.268,07	
Actifs immobilisés (dépréciation): logiciels	<u>(26.688,27)</u>	3.218.142,53
<u>Actif réalisable</u>		
Investissements à court terme	9.215.148,87	
Avoir en banque	6.638.153,80	
Dépôts de garantie	3.497,40	
Débiteurs	<u>1.243.832,34</u>	
	<u>17.100.632,41</u>	
<u>Passif exigible</u>		
Fonds d'aide au développement (Note 4)	438.631,30	
Créditeurs	3.453.805,56	
Provisions (Note 5)	<u>3.296.312,21</u>	
	<u>7.188.749,07</u>	
<u>Exigible net</u>		<u>9.911.883,34</u>
		<u>13.130.025,87</u>

Les notes aux pages 5 et 6 font partie de ces comptes.

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
31 DÉCEMBRE 2009
FONDS GÉNÉRAL - FONDS DES REVENUS ET DES DÉPENSES

	<u>RÉEL</u> <u>2009</u> <u>EUR</u>
<u>REVENUS</u>	
Cotisations reçues:	
Année en cours	10.848.377,22
Années précédentes	190.444,54
	<hr/> 11.038.821,76
<u>Conseil des Global Unions</u>	
Conseil des Global Unions (CGU)	<hr/> 11.951,18
Revenus pour les bureaux	143.451,64
Revenus des investissements financiers	332.634,65
Autres revenus	32.454,21
	<hr/> <hr/> 11.559.313,44
<u>DÉPENSES</u>	
<u>Siège</u>	
2 ^e Congrès mondial de la CSI (provision)	250.000,00
Conférences, réunions, voyages et activités	744.005,89
Provisions inversées pour les réunions et conférences	-122.000,00
Loyer et entretien des bureaux	1.184.748,58
Autres dépenses administratives	380.370,49
Traitements, charges sociales, etc.	5.385.117,05
Frais imprévus du personnel	109.799,03
Presse et publications	351.902,29
Bibliothèque, mobilier et équipement	44.595,10
Provisions inversées pour l'achat de mobilier et d'équipement	-210.000,00
Divers: dépenses imprévues	-302.042,79
	<hr/> 7.816.495,64
<u>Bureaux de la CSI</u>	
Bureau de Genève	421.462,91
Bureau auprès des NU, New York	206.822,57
Bureau CSI/FSI, Washington	159.132,07
Bureau de la CSI pour les NEI, Moscou	86.679,36
Bureau CSI, Amman	34.650,00
Bureau de Hong Kong	12.500,00
Provisions inversées pour le Bureau de Hong Kong	-20.000,00
	<hr/> 901.246,91
<u>Organisations et structures régionales</u>	
Organisation régionale africaine	671.561,92
Organisation régionale pour l'Asie et le Pacifique	691.254,08
Organisation régionale pour les Amériques	414.668,46
Conseil régional paneuropéen (CRPE)	0,00
Conseil des Global Unions (CGU)	41.640,00
	<hr/> 1.819.124,46
	<hr/> 10.536.867,01
	<hr/> <hr/> 10.536.867,01
<u>TRANSFERTS AU FONDS GÉNÉRAL</u>	
Revenu des années antérieures	190.444,54
(Déficit) Excédent de l'année	832.001,89
	<hr/> <hr/> 1.022.446,43

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2009

Note 1. FONDS

	<u>FONDS</u> <u>GÉNÉRAL</u>	<u>FONDS DE</u> <u>RÉSERVE</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
Solde au début de l'année	801.396,84	3.705.000,00
Revenus des années antérieures	190.444,54	
Excédent des dépenses sur revenus	832.001,89	
Transfert interne		
	<hr/>	<hr/>
Bilan en fin d'année	<u>1.823.843,27</u>	<u>3.705.000,00</u>

Note 2. FONDS DE SOLIDARITÉ

	<u>Général</u>	<u>Affectations</u> <u>spéciales</u>	<u>Total</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
<u>Revenus</u>			
Contributions	1.041.790,51	400.566,56	1.442.357,07
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	1.041.790,51	400.566,56	1.442.357,07
<u>Dépenses</u>	<u>(418.182,77)</u>	<u>(218.972,59)</u>	<u>(637.155,36)</u>
2 ^e Conférence mondiale des femmes	623.607,74	181.593,97	805.201,71
Solde en début d'exercice	<u>2.501.198,14</u>	<u>803.509,26</u>	<u>3.304.707,40</u>
Solde en fin d'exercice	<u>3.124.805,88</u>	<u>985.103,23</u>	<u>4.109.909,11</u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notes explicatives faisant partie des comptes pour l'année prenant fin au 31 décembre 2009

Note 3. AUTRES FONDS

	<u>Caisse de retraite du personnel EUR</u>	<u>CSI- CRPE EUR</u>	<u>Total EUR</u>
Revenus de la CSI	28.880,60		28.880,60
Revenus des cotisations d'affiliation (CRPE)		41.892,45	41.892,45
Dépenses	<u>(46.636,85)</u>	<u>(57.130,01)</u>	<u>(103.766,86)</u>
Revenus nets/(dépenses)	(17.756,25)	(15.237,56)	-32.993,81
Solde en début d'exercice	<u>114.020,71</u>	<u>238.223,02</u>	<u>352.243,73</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>96.264,46</u></u>	<u><u>222.985,46</u></u>	<u><u>319.249,92</u></u>

Note 4. PASSIF EXIGIBLE

	<u>2009 EUR</u>
<u>Fonds d'aide au développement</u>	
Solde au début de l'année	1.190.130,88
Revenus	<u>6.200.588,56</u>
Dépenses	7.390.719,44 <u>(6.952.088,14)</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>438.631,30</u></u>

Note 5. PROVISIONS

	<u>2009 EUR</u>
2 ^e Congrès mondial de la CSI (2010)	1.000.000,00
2 ^e Conférence mondiale des femmes	30.000,00
Congés au pays pour des membres du personnel et contrats	16.907,92
Frais de voyage et de déménagement pour le personnel embauché à l'étranger	191.197,00
"Déduction structurelle" ONSS 2005-2008	722.643,59
Préretraite	769.761,15
Provision pour les dépenses prévues en 2009	35.000,00
Provision pour assistance juridique/avocats	30.000,00
Provision restante de la CISL bilan de clôture 2006	<u>500.802,55</u>
Solde en fin d'exercice	<u><u>3.296.312,21</u></u>

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

RAPPORT DES AUDITEURS POUR 2009

INTRODUCTION

1. Les trois auditeurs élus par le Congrès fondateur de la CSI (Vienne, novembre 2006) aux termes de l'Article XXXV des Statuts:

Luis Eduardo Gallo	-	UGT Brésil
Arto Kuusiola	-	SAK Finlande
Barbara Easterling	-	AFL-CIO Etats-Unis

soumettent le rapport ci-après. Ce rapport est basé sur l'examen du bilan et des comptes des revenus et des dépenses de la CSI pour 2009 par RSM Interaudit Belgium, ainsi que sur divers autres documents et rapports de la CSI.

MANDAT DES AUDITEURS

2. Nous avons basé notre travail et nos séances sur le mandat qui existait à la CISL. Nous avons pour devoir:

- i. d'examiner la gestion financière de la CSI en fonction de ses obligations statutaires et de faire rapport à ce sujet si les vérificateurs le jugent approprié;
- ii. de recommander au Congrès ou aux organes directeurs de la CSI l'action nécessaire pour toute question comportant des implications financières pour lesquelles, à leur avis, il n'y a pas de règles ou du moins pas de règles adéquates.

Outre ces tâches, nous devons:

- iii. avoir libre accès au moment opportun à tous les livres, les registres et autres documents dont nous jugeons avoir besoin pour leur vérification;
- iv. recevoir une copie du rapport, des notes et des commentaires des experts-comptables jurés avant d'aborder notre propre tâche.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DES AUDITEURS

3. Nous nous sommes réunis avec M. Gilbert Janssens et M. Willy Gillisjans, partenaires de RSM InterAudit, avec qui nous avons examiné le rapport des auditeurs externes ainsi que la lettre à la direction qui a été envoyée avec les comptes.

4. Durant la réunion avec les auditeurs externes, nous avons discuté des solutions possibles aux questions soulevées dans leur rapport assorti de réserves.

5. Il a été convenu que l'absence de lettres de confirmation justifiant le solde débiteur entre la CSI et les organisations régionales de la CSI et le fait que les documents justificatifs des transactions des organisations régionales soient des copies constituent des problèmes qui peuvent être résolus par des procédures normales de facturation.

6. Les auditeurs externes n'ont pas obtenu de justification des provisions pour la sécurité sociale. Ils n'ont dès lors pas pu émettre d'opinion quant à la déduction concernant la sécurité sociale et ont recommandé de solliciter une assistance juridique afin de déterminer la manière dont cette question doit être traitée.

FONDS GÉNÉRAL

COMPTE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

7. Le budget prévu pour 2009 s'est soldé par un déficit de 285.000 EUR au Fonds général. Les revenus en chiffres réels étaient supérieurs aux dépenses, se soldant par un excédent de 1.022.446 EUR. Les chiffres pour l'année sont les suivants:

	<u>Budget</u>	<u>Chiffres réels</u>	<u>Différence</u>
Revenus	11.482.000	11.559.313	+77.313
Dépenses	<u>11.767.000</u>	<u>10.536.867</u>	+ <u>1.230.133</u>
Excédent 2009	(-285.000)	+1.022.446	+ 1.307.446

8. Le montant des cotisations reçues pour 2009 s'élevait à 11.038.821 EUR, par rapport aux prévisions de 11.050.000 EUR.

9. Les autres sources de revenus s'élevaient à 520.491 EUR, par rapport à un budget de 432.000 EUR. Les revenus provenant des investissements financiers s'élevaient à 332.634 EUR, dont une augmentation de la valeur de 229.107 EUR.

10. Globalement, les revenus ont été de 77.313 EUR supérieurs au budget.

11. Les dépenses de la Confédération en 2009 s'élevaient à 10.536.867 EUR, par rapport aux prévisions de 11.767.000 EUR. Le total des dépenses pour l'année 2009 était de 1.230.133 EUR en deçà du budget approuvé. La réorganisation de la CSI approuvée par le Bureau exécutif en juin 2009 a permis de réduire les frais en transférant les frais de personnel aux projets et créant ainsi une économie de 306.205 EUR. Les provisions annulées qui s'élèvent à 654.042 EUR expliquent en partie la différence entre les dépenses enregistrées et le budget approuvé.

12. L'excédent des revenus sur les dépenses d'un montant de 1.022.446 EUR pour l'année 2009 a été transféré au Fonds général.

13. Les auditeurs externes ont rappelé les avantages que comporte l'application des règles comptables établies légalement pour les organisations sans but lucratif en Belgique. L'annulation des provisions a constitué un pas vers l'application des principes comptables belges. Nous soutenons les efforts déployés par le Secrétariat de la CSI pour appliquer entièrement les nouvelles normes comptables. Nous soulignons que ce changement améliorera la qualité des informations comptables.

BILAN

14. Le bilan du Fonds de réserve (3.705.000 EUR) n'a pas changé durant l'année. Nous recommandons que le Bureau exécutif transfère un montant supplémentaire de 172.000 EUR au Fonds de réserve.

15. Les investissements financiers de la CSI s'élevaient à 9.215.148 EUR au 31 décembre 2009. Nous accueillons favorablement la décision prise par le Bureau exécutif, en février 2010, d'approuver les Lignes directrices pour les investissements financiers de la CSI.

COTISATIONS D'AFFILIATION

16. Fin 2009, le montant des cotisations restant dues s'élevait à 282.919 euros. Ce montant représente 2,6 % du montant total des cotisations d'affiliation pour 2009.

17. En ce qui concerne la structure des cotisations en 2009, nous pouvons signaler que:

- Les membres cotisants représentent environ 2/3 des effectifs déclarés.
- 69 organisations affiliées dans le groupe 1 (le PIB par habitant le plus élevé) paient 94,7% des cotisations totales. C'est le changement lié aux membres cotisants des organisations affiliées dans le groupe 1 qui a l'impact le plus important sur le développement des revenus provenant des cotisations d'affiliation.
- 61 organisations affiliées paient moins de 100 EUR par an et 114 organisations affiliées paient moins de 500 EUR par an sur un nombre total de 312 organisations affiliées.

18. La situation des cotisations d'affiliation de la CSI a fait l'objet de rapports réguliers au Bureau exécutif et des mesures appropriées ont été adoptées.

19. Le Bureau exécutif a approuvé, en février 2010, les recommandations du Groupe de travail sur les cotisations d'affiliation. Le Conseil général proposera au Congrès l'introduction des amendements nécessaires aux Statuts de la CSI. Un certain nombre de nos suggestions concernant les cotisations d'affiliation ont été prises en compte dans les recommandations finales.

RAPPORTS FINANCIERS DU FONDS DE SOLIDARITÉ

20. Nous avons constaté que les revenus cumulés du Fonds de solidarité ont continué d'augmenter dans la mesure où les contributions volontaires étaient supérieures aux dépenses annuelles. Le Conseil de gestion du Fonds de solidarité prêtera une plus grande attention au fonctionnement du Fonds en fournissant des informations sur les critères nécessaires pour solliciter une assistance financière et veiller à ce que les fonds cumulés soient utilisés. Les donateurs seront ainsi encouragés à continuer de fournir à l'avenir un soutien financier. Cette remarque s'applique également aux fonds à affectation spéciale du Fonds de solidarité.

ORGANISATIONS RÉGIONALES

21. Les documents concernant les états financiers des organisations régionales CSI-Asie Pacifique et CSA étaient disponibles. Nous n'avons pas reçu le rapport des auditeurs internes de la CSI-Afrique car leur réunion n'avait pas encore eu lieu.

CSI-ASIE PACIFIQUE

22. Les états financiers de la CSI-Asie Pacifique ne nécessitaient aucun commentaire supplémentaire de notre part.

CSI-AFRIQUE

23. Outre le rapport sans réserve de l'auditeur externe, celui-ci a présenté un rapport séparé annexé aux états financiers. Ce rapport inclut des recommandations concernant le contrôle interne de la gestion comptable, administrative et des ressources humaines, ainsi que la gestion des achats et de l'argent liquide.

24. Nous avons discuté avec le secrétaire général de la CSI-Afrique, qui nous a donné une réponse par écrit en expliquant les mesures qui seront prises pour résoudre les questions que l'auditeur externe a soulevées dans son rapport.

CSA

25. La demande du nouveau statut juridique d'organisation civile d'intérêt public soumise par la CSA suit son cours. Par conséquent, le nom juridique de l'organisation reste ORIT. Nous soutenons la recommandation des auditeurs internes de la CSA d'accorder la plus grande priorité à l'obtention de l'approbation de cette demande.

CONCLUSION

26. Il convient de noter que le secrétaire général a approuvé notre proposition antérieure selon laquelle la CSI doit recourir à une firme d'audit internationale pour vérifier tant ses états financiers que ceux des organisations régionales afin d'obtenir une transparence et une cohérence dans les bilans financiers.

27. Nous souhaitons remercier le secrétaire général, le directeur des finances et son personnel de leur concours durant notre audit.



Luis Eduardo Gallo



Arto Kuusiola



Barbara Easterling

AUDITEURS

Bruxelles, le 28 mai 2010